

● *Désobéir* signifie *ne pas faire ce qu'on nous demande* ou *faire ce qu'on nous interdit*, refuser d'accomplir un ordre ou transgresser une défense : autrement dit, c'est *ne pas obéir*.

Obéir : « Fais pas ci, fais pas ça », on connaît la chanson, celle de Dutronc, celle aussi qui nous a été serinée durant notre enfance, « viens ici, ôte-toi de là », « réponds quand on t'appelle », « écoute ce qu'on te dit » : voilà en quelques mots l'obéissance à laquelle nous avons été tenus, par laquelle on nous a tenus, par laquelle nous arrivons aussi à nous tenir. Nous sommes « élevés », et non plus des « sauvages », nous avons *quitté l'état sauvage*. Plus tard, il nous faudra obéir à des directives dans tous les domaines et aux lois. Faudrait-il donc *apprendre à obéir* parce que la vie nous impose une succession d'actes d'obéissance ?

L'éducation se heurte à une difficulté majeure : s'il y a des règles à transmettre et des normes à inculquer, comment les concilier avec ce qui justifie une éducation moderne : apprendre à être libre ? « L'obéissance de l'enfant dans la relation éducative, loin d'être la négation de sa liberté est la formation de sa liberté future,

DÉSŌBÉIR



l'apprentissage de l'égalité potentielle avec ceux qui l'élèvent, le conduisent », écrit Hannah Arendt (*La Crise de la culture*, « Qu'est-ce que l'autorité ? »). Pas plus dans la relation éducative que dans la relation politique, l'obéissance n'est synonyme d'esclavage, ni l'autorité de domination. Mais peut-on être libre si l'on se soumet à la volonté de quelqu'un ? En démocratie, même s'il y a des gouvernés et des gouvernants, tous les citoyens sont libres et égaux. Le sont-ils parce qu'ils obéissent aux lois ? Ou en dépit de cette obéissance ? Qu'est-ce alors qu'*obéir et commander* ? Le respect des règles et des normes se réduit-il nécessairement à un *assujettissement* qui nous ferait perdre notre liberté ?

Obéir aux règles et aux lois signifie s'y *conformer*. Pourquoi obéit-on ? Est-ce par conformisme ? Le *conformisme* consiste à suivre coutumes et mœurs de notre milieu, parce que « ça se fait » et qu'on veut éviter de se distinguer. N'est-ce pas s'en remettre sans réfléchir aux habitudes et aux préjugés pour nous comporter en société ? Être *conformiste* en politique, c'est obéir aux lois parce que c'est la loi. N'est-ce pas s'interdire de penser par soi-même et de juger des lois ?

Et qu'en est-il de l'obéissance à des lois ou à des ordres qu'on sait être parfaitement injustes ? Pourquoi s'y soumet-on alors qu'on devrait désobéir ? C'est se considérer comme un simple pion, « bête et discipliné », en poussant la conformité à son plus haut degré. Cette attitude revient à *obéir aveuglément* à l'autorité. Qu'est-ce que l'autorité ? Que penser de la soumission à une autorité que nous reconnaissons mais qui nous commande d'agir contre notre conscience ?

Désobéir. Il existe en fait de multiples manières d'obéir sans obéir tout en obéissant et qui peuvent s'interpréter, à tort semble-t-il, comme de la désobéissance. Quand on se trouve en désaccord avec l'ordre donné mais sans parvenir à désobéir, on peut obéir avec réticence, ou ne pas obéir strictement et ruser, contourner la règle, traîner dans l'exécution : râler en le faisant, saboter, pratiquer la grève du zèle, etc. Néanmoins, l'obéissance demeure, et l'acte implique l'acceptation : même si c'est mal fait, c'est fait. Cette manière d'agir permet seulement de desserrer l'étau,

de ne pas se soumettre entièrement, sans pour autant passer les bornes. Désobéir, en revanche, c'est franchir la limite, enfreindre la règle, rejeter les normes, *transgresser la loi*. Quels rapports existe-t-il entre la loi et la transgression ? Que nous apprend la désobéissance sur la loi et sur l'autorité qui la fonde ?

Si la transgression brave les interdits, la désobéissance peut aussi consister en un refus virulent de faire ce qu'on nous demande, ou encore dans sa négligence : dans ce dernier cas, pas de protestation, tout simplement on s'abstient. La forme la plus extrême du « ne pas faire », c'est sans doute le « ne rien faire du tout », la paresse volontaire, le rejet total du travail. *Paresser* est une attitude très dérangeante qui sème le désordre sans violence, qui offre une résistance passive désarmante. Que signifie une telle opposition au travail ou à l'exécution des tâches prescrites ? Pourquoi choquette-t-elle autant ?

Les sentiments de colère et d'indignation poussent aussi à désobéir, à se dresser contre l'autorité établie, à *se révolter*. Contre quoi ? Les grandes révoltes de masse

à travers l'histoire sont des soulèvements contre l'injustice de l'oppression. Mais qu'est-ce que l'oppression ? Est-ce ce que chacun déclare ne pas supporter subjectivement ou recouvre-t-elle une réalité objective indiscutable ? Autres questions : la révolte contre l'autorité ne peut-elle prendre qu'une forme violente ? Est-elle légitime si elle n'est le fait que de quelques-uns ?

Plus radicalement enfin, n'est-ce pas toute autorité, quelle qu'en soit la nature, qui s'avère opprimante et révoltante ? Être anarchiste, c'est en effet considérer qu'une autorité, quelle qu'elle soit et si peu qu'elle s'exerce, est une négation de la liberté de chacun. Pour l'anarchiste, la règle est de *ne jamais obéir* à des lois extérieures ou à une autorité quelconque. En quoi consiste la liberté pour lui ? L'anarchiste veut l'abolition de l'État tout de suite. Mais peut-on analyser en bloc tous les régimes politiques et qualifier de despotiques aussi bien la démocratie que la dictature ? Peut-on vivre en anarchie ?

S'il est préférable de vivre en démocratie que sous une dictature, est-ce une raison suffisante pour obéir

constamment à toutes les lois ? Certains refusent de se conformer à la loi pour des motifs personnels, religieux ou moraux : c'est « l'objection de conscience ». Mais quand, pour faire changer la loi en appelant à la collectivité, on l'enfreint publiquement et sans violence, on pratique la désobéissance civile. Désobéir sert alors à alerter sur ce qu'une démocratie a le droit ou non de faire, et à préserver l'idée de ce qu'elle doit être. Si la désobéissance civile peut apparaître comme un devoir civique, peut-elle être un droit ? *Désobéir civilement* pose la question du rapport du citoyen à la loi. Y a-t-il un *droit de désobéir* ? Existe-t-il un droit qui fonde un tel type de désobéissance qu'aucune loi, même démocratique, ne peut considérer comme légal ?